

UNE NOUVELLE RICHESSE LE FER DU SAHARA

On annonce la prochaine constitution de la Société des mines de fer de Mauritanie (Miferma), qui se propose la mise en valeur du gisement de minéral de fer situé près de Fort-Gouraud en Mauritanie. Le capital de la société, qui sera, au début, fixé à un chiffre probablement inférieur à 100 millions, sera réparti entre trois groupes d'intérêts : 34 % de capitaux canadiens (Frosbiter Ltd), 15 % de capitaux anglais (British Iron and Steel Corporation) et 51 % de capitaux français (Bureau minier de la France d'outre-mer, Acéries de Longwy, Marine et Homécourt, Hauts fournaux de Pompey, Hauts fournaux de Soulaas, Châtillon-Commeny, Usinor, Mokta-el-Hadid, Mine de Konakry). Le président sera français et le vice-président anglais.

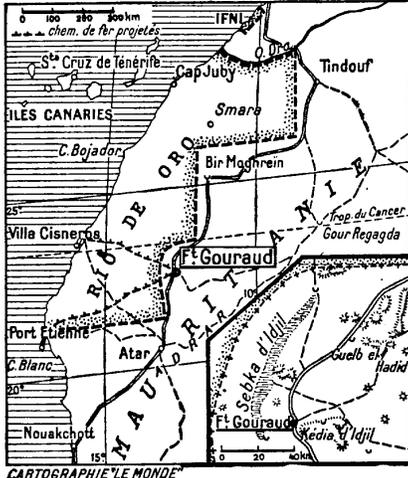
La région de Fort-Gouraud est située dans le Nord mauritanien, région que nous occupons définitivement depuis mai 1933. Le gisement de fer, qu'il s'agit d'exploiter s'étend sur le casil de la Kédia d'Idjil, dont l'altitude n'est que de quelques centaines de mètres au-dessus de la mer. Bien qu'en zone saharienne, cette région reçoit quelques pluies en juillet et août, à l'occasion de tornades, et les arctures des rochers offrent des poches d'eau dont l'importance atteint parfois plusieurs centaines de mètres cubes et dont se servent les Maures pour abreuver leurs troupeaux. Ses pentes sont désolées, mais les étendues plates qui l'entourent offrent après les pluies des pâturages qu'utilisent les nomades. Non loin, dans la Sebka d'Idjil, se trouvent des carrières de sel qui font l'objet d'une exploitation assez importante et dont la production est transportée à dos de chameau en direction du fleuve Sénégal. Après de Fort-Gouraud se sont fixés quelques Mauritanien qui forment le seul hôt sédentaire de la région.

Les réserves de minerais ferreux reconnues s'élevaient actuellement à 50 millions de tonnes, et le programme de la Miferma tend à assurer aussi rapidement que possible une production annuelle de 4 millions de tonnes pour commencer. (A titre de comparaison indiquons que l'Ouensa produit 2 millions de tonnes de minéral par an, et

que la demande anglaise est d'environ 9 millions de tonnes à l'importation).

Mais d'importants problèmes doivent être résolus pour permettre une exploitation rationnelle.

D'abord la question des transports. Fort-Gouraud est à 300 kilomètres de la côte atlantique qui, dans cette région, est bordée par une barre dangereuse. Les seuls ports sont Villa-Cisneros (en zone espagnole) que 340 kilomètres séparent de Fort-Gouraud et Port-Etienne (en zone française) distant de 480 kilomètres. La zone espagnole située à l'ouest de Fort-Gouraud étant une immense plaine, sans accidents notables, ni thalwegs marqués, la pose



d'une voie ferrée minière n'y présentera pas de grosses difficultés. Il est également possible de prévoir un tracé atteignant Port-Etienne en restant entièrement en zone française.

Un autre problème, plus difficile à résoudre, est celui de l'eau. Il existe à Fort-Gouraud un puits dont l'eau, chose rare dans cette région, est douce, mais dont le débit est relativement faible. Il semble, d'après les forages faits près du poste et les autres puits de la région, que la nappe souterraine est généralement saumâtre. Mais cette particularité est peu gênante pour des eaux destinées à la laverie, et les procédés récents de « soufflage » des minerais permettent de s'en passer.

Des sondages à grande profondeur réser-

veraient peut-être des trouvailles intéressantes, et il semble a priori qu'une solution possible pourrait être trouvée dans la Kédia d'Idjil en pensant à la ressource qu'offrent déjà les « guelta », trous d'eau permanents qui se remplissent après les pluies d'été. Sans doute avec quelques barrages peu importants pourrait-on y obtenir des retenues d'eau douce relativement considérables.

Au point de vue alimentaire les ressources d'Idjil sont pratiquement nulles, hormis la possibilité d'achat de bétail à plus ou moins grande distance, car les nomades de la région ne pratiquent, faute de pâturages suffisants, qu'un élevage très restreint. Mais on peut estimer que le fait que Fort-Gouraud sera relié à la mer permettra d'approvisionner la mine avec aisance et régularité.

En revanche le problème de la main-d'œuvre ne semble pas pouvoir être réglé en Mauritanie, dont la population fort réduite est composée dans l'immense majorité de nomades. Les rares sédentaires du Nord habitent dans les oasis de l'Adrar où ils fournissent la main-d'œuvre voulue pour les soins d'irrigation et quelques nécessités aux palmiers. Il serait déraisonnable pour l'avenir du pays que la présence d'une industrie extractive à la Kédia d'Idjil aboutisse au déséquilibre de cet état de fait, qui permet aux nomades de disposer de la ressource alimentaire indispensable que sont les dattes.

En outre on peut penser que cette main-d'œuvre agricole serait très mal adaptée aux travaux des mines, qui nécessitent soit une race particulièrement vigoureuse, soit une main-d'œuvre physiquement moins qualifiée, qui ne travaillant qu'à des périodes séparées par des intervalles de repos et dans la vigueur de la jeunesse, y trouve, grâce à de hautes salaires, le moyen de se procurer des ressources financières qu'elle n'obtient pas dans son pays d'origine. Il ne semble pas que l'Afrique noire puisse offrir un recrutement considérable sans quelques inconvénients pour ses industries locales et son agriculture. En revanche le sud du Maroc nous offre le spectacle d'un pays déjà surpeuplé par rapport à ses possibilités présentes et où l'émigration, pour aller travailler dans l'industrie, est une habitude déjà ancienne et inscrite dans les mœurs. Certaines tribus fournissent régulièrement d'importants contingents de mineurs aux différentes industries extractives de l'Afrique du Nord et de France, tandis que d'autres envoient à nos usines de la région parisienne une très grande quantité d'ouvriers. Tous sont très appréciés pour leur régularité et leur bon esprit au travail.

On rencontre donc, presque au pourtour du Sahara, des villages entiers où tous les hommes ont la pratique des mines et de l'emploi de l'outillage spécialisé.

On ne voit pas pourquoi ces gens, qui partent communément pour les bassins de Saint-Etienne ou pour le nord de la France, ne s'en traitent pas à Fort-Gouraud, qui, à vol d'oiseau, n'est pas plus loin de chez eux que ne l'est Oujda. Trois étapes en camion ou trois heures d'avion les feraient passer de leurs douars d'origine au lieu même de leur emploi où le dépaysement climatique serait à peine sensible.

Si des transports faciles s'organisent ainsi entre la mine et le Sud marocain, et s'ils s'accompagnent des quelques efforts nécessaires pour que les travailleurs y trouvent le minimum de bien-être — et surtout l'ambiance à laquelle ils sont accoutumés —, il est hors de doute que la mine sera assurée de disposer avec aisance de toute la main-d'œuvre voulue.

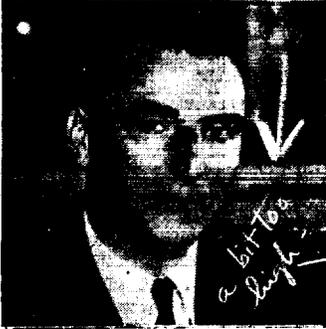
En outre on peut penser que si l'eau se trouve en quantité suffisante et si le ravitaillement atteint la Kédia d'Idjil à des taux normaux, beaucoup d'entre eux, si la facilité leur en est donnée, se fixeraient volontiers, pour un certain nombre d'années, dans des villages de travailleurs que la mine aurait avantage à créer afin de donner à ces hommes une vie familiale possible, génératrice de bonne entente, et donc de bon rendement.

A l'égard des nomades la mine agirait sagement en s'efforçant de ne pas être une occasion de rupture de leur équilibre et en ne leur fournissant que sur leur demande, et après examen, les éléments de modernisation de leur économie qu'ils pourraient réclamer.

On peut du reste, en observant ce qui se passe ailleurs, compter que pendant quelque temps on assistera, après la création de la mine de Fort-Gouraud, au spectacle paradoxal d'une cité bourdonnante d'activité, reliée à la côte par sa voie ferrée et auprès de laquelle les nomades continueront de pousser paisiblement leurs troupeaux, le soir, devant leurs tentes brunes.

M. Jacquinot a signé les accords qui permettront

l'exploitation des prodigieux gisements de manganèse au Gabon



M. Louis JACQUINOT

M. Jacquinot, ministre de la France d'outre-mer, a signé, le 24 avril, des accords permettant la poursuite des études techniques et la mise en exploitation rapide des gisements de manganèse de Franceville, au Gabon.

Il s'agit d'une réserve de manganèse d'au moins 70 millions de tonnes de minerai, sans doute de plusieurs centaines de millions de tonnes, peut-être la plus importante du monde. A une époque où l'Europe et l'Amérique souffrent d'une pénurie toute parti-

lière de manganèse, les gisements du Gabon présentent une importance capitale.

La situation des gisements

Cette région est située à 45 km à vol d'oiseau au nord-ouest de Franceville, localité à laquelle elle est reliée par une route de 70 km. Le gisement principal s'étend sur les deux plateaux de Bangombé et de Massengo, situés sur la rive gauche de l'Ogoué, et couvre une superficie approximative de 50 km². Il se prolonge sur le plateau de Djema vers le nord et sur le plateau de Maïla vers l'est, sur une surface totale de 300 km² environ.

Le minerai de manganèse se présente sous la forme d'un gîte éluvionnaire formé aux dépens de schistes et de grès schistoïdes de la série de Franceville. Par lessivage, le manganèse qui se trouvait desséminé dans ces schistes et grès s'est concentré sous forme de croûtes schistoïde et de pisolithes sur une surface topographique ancienne. Ces minerais ont été en partie érodés puis recouverts récemment d'une mince couche de terre superficielle, plus épaisse au sommet, moins large sur les flancs du plateau.

On a repéré une couche de terre argileuse de 0,10 à 1 m d'épaisseur, puis une couche de pisolithes manganésifères de 1 à 4 m, assez pauvres en minerai, enfin une couche de débris schisteux de manganèse dur et lourd ainsi que de gros boulders arrondis de minerai riche cimentés d'un peu d'argile. Cette couche de 3 à 5 m d'épaisseur s'enrichit, de plus en plus massive, jusqu'à une barre de schistes carbonneuse noire.

En certains endroits, les accumulations de rochers et boulders généralisés atteignent de 5 à 8 m d'épaisseur.

Le grand problème est celui de l'évacuation

Si l'exploitation des gisements apparaît facile sur les plateaux Bangombé et Massengo, car il suffira de décaper les couches supérieures stériles ou pauvres et d'extraire à ciel ouvert le minerai marchand, le problème de l'évacuation est de beaucoup plus difficile à résoudre.

La région se trouve en effet située à 400 km de l'Océan, à 500 de l'estuaire de l'Ogoué et à 300 du chemin de fer Brazzaville-Pointe-Noire.

Compte tenu du rythme d'exploitation envisagé (1 million de tonnes par an) et de la quasi-impossibilité de rendre l'Ogoué navigable en amont de Njolé, la solution du chemin de fer paraît s'imposer. Quatre tracés sont possibles et seront étudiés :

Celui de Moanda-Jacob (Kayes)-Pointe-Noire, 810 km, dont le choix entraînerait le doublement de la voie ferrée du Congo-Océan, dans la partie difficile du Mayombé ;

Celui de Moanda-Bolle-Pointe-Noire, 800 km, qui éviterait le goulot d'étranglement du Mayombé mais se heurterait, notamment dans le sud du massif du Chaillu, à des obstacles naturels ;

Celui de Moanda-Diverté-Bamba-Pointe-Noire, 475 km, dont la réalisation se heurterait à de grosses difficultés ;

Enfin celui de Moanda-Boou-Njolé, 1.000 km. Le second tracé serait actuellement considéré comme le plus pratique et fera l'objet d'études attentives.

Les conditions du contrat avec l'U.S. Steel Corporation

Le financement de l'entreprise est évidemment la question capitale. Il avait été à l'origine envisagé avec une forte proportion de capitaux américains. M. Louis Jacquinot, avec l'approbation et le soutien de M. René Mayer, a tenu à ce que les négociations soient reprises et conduites de telle manière que les intérêts français soient prépondérants dans la société mixte qui s'est constituée. Dans la société constituée à cet effet, la Comilog, le capital de départ est désormais de 300 millions. La participation de l'U.S. Steel est de 49 0/0 ; la participation française de 51 0/0, soit : Bureau minier, 22 0/0 ; Mokta el Hadid, 15 0/0 ; Cie de l'Oubangui oriental, 14 0/0.

Le conseil d'administration qui était initialement envisagé à majorité américaine comprendra désormais 6 membres du groupe français (dont 3 du bureau minier et 3 pour Mokta el Hadid et la Compagnie de l'Oubangui oriental), parmi lesquels le président dont la voix est prépondérante, et 6 membres du groupe de l'U.S. Steel.

Les livraisons prioritaires du minerai à la zone franc étaient au début prévues pour 20 0/0, elles ont été portées à 35 0/0.

Le contrat d'assistance technique qui a été accepté en contrepartie du renversement de la majorité en faveur des intérêts français a vu sa durée d'application ramenée de vingt à quinze ans. La déchéance du contrat est en outre prévue si la participation de l'U.S. Steel tombe au-dessous de 45 0/0.

Le directeur technique, que l'U.S. Steel a le droit de présenter et qui, sans doute, sera français, pourra être révoqué par le conseil d'administration. Enfin, la société américaine a pris l'engagement de traiter les entreprises françaises sur un pied d'égalité.

Ces améliorations considérables apportées aux statuts de la société d'études doivent être examinées avec soin par les milieux d'affaires français. Il est en effet possible de concevoir, étant donné les possibilités d'utiliser le minerai réservé à la zone franc, l'installation d'une industrie de ferro-manganèse, et l'approvisionnement des nations du Pool charbon-acier.

En effet la consommation européenne de minerai est actuellement la suivante : France : 384 000 t ; Allemagne : 231 000 t ; Luxembourg : 83 000 t ; Hollande : 17 000 t ; Italie : 123 000 t, soit au total : 838 000 t.

La production européenne est de 180 000 t, les exportations sont de l'ordre de 55 000 t ; il reste donc une large marge susceptible d'utilisation.

Des contacts ont d'ailleurs été déjà pris à ce sujet avec le Pool charbon-acier.

Au surplus les gisements de manganèse du Maroc, qui alimentent la sidérurgie française, ne sont pas inépuisables. Il est possible qu'ils ne soient plus guère rentables dans cinquante ans.

De toute façon, les ressources dégagées par l'exploitation des gisements du Gabon, par le mouvement des affaires qu'elle animera, les salaires qu'elle distribuera, les taxes qui alimenteront le budget de la Fédération et qui seront de l'ordre du milliard de francs CFA, sont susceptibles de créer une zone de prospérité.

Enfin, si la commission Roland Pré retient la suggestion de créer auprès de Franceville un ensemble intégré, il s'agira d'une des plus vastes réalisations de la France dans ses territoires d'outre-mer.

MARCHÉS COLONIAUX,

2 Mai 1953